

Réponse à la lettre ouverte des 43 parlementaires adressée au Ministre des Affaires Etrangères

Les signataires de la lettre ouverte à M. Jean-Marc Ayrault, ministre des Affaires étrangères, diffusée dans le journal le Monde du 19 Février 2016¹ veulent se rendre à Kigali où règne sans partage depuis 1994 le régime dictatorial et terroriste de M. Kagame, "**afin de s'unir aux Rwandais lors de la commémoration du génocide**": une bien curieuse démarche que de marquer cette solidarité avec un pouvoir accusé des pires exactions depuis 1990, alors que la nation française est, aujourd'hui, toute entière arc-boutée dans la lutte contre le terrorisme qui l'a lourdement frappée en 2015.

Nous reconnaissons qu'un génocide en 1994 a frappé les Tutsis du Rwanda, mais aussi des centaines de milliers de Hutus comme l'atteste le rapport Gersony² et le témoignage des troupes Australiennes³. Nous ne pouvons qu'être stupéfaits par les limites de la compassion des signataires.

Par ailleurs, l'actuel régime rwandais est impliqué dans plusieurs massacres en République Démocratique du Congo. Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, dans sa lettre du 29 juin 1998⁴ adressée au Conseil de sécurité, fait état des conclusions et de preuves de **violation des droits de l'homme ou du droit international humanitaire, de crimes contre l'humanité et d'actes de génocide**, et fait état des tueries auxquelles se sont livrés l'AFDL et ses alliés de l'Armée patriotique rwandaise. Les rapports Garreton⁵ paru fin des années 90 et le rapport Mapping⁶ en 2010 reprennent les termes de crimes contre l'humanité et actes de génocide en parlant des massacres perpétrés à l'est de la République démocratique du Congo par ces mêmes acteurs.

A leur tour en 2010, des rabbins Anglais ont alerté l'opinion publique sur le génocide congolais et sur le silence assourdissant de la communauté internationale⁷ sur ces massacres.

Par la suite, en 2014, l'avocat espagnol Jordi Palou Loverdos lança l'Appel pour la vérité et la justice dans la région des Grands Lacs en soutien à la BBC 2 qui diffusa le documentaire, « **Rwanda's untold story** »⁸. Celui-ci déconstruit méthodiquement l'histoire qui a été officialisée par la majorité des médias occidentaux sur les tragédies qui dévastent, depuis 1990, la région des Grands Lacs : Burundi, Rwanda, RDC.

Il est donc impératif de rappeler aux signataires que le régime dictatorial de Paul Kagame collectionne aujourd'hui des dizaines de rapports sur les violations des droits de l'homme⁹, les crimes contre l'humanité, voire les crimes de génocide dans la région des Grands Lacs et en particulier en République Démocratique du Congo

Force est de constater que les massacres et atteintes contre les civils au Congo documentés par les rapports cités plus haut et les résolutions de l'ONU¹⁰, n'appellent pas, de la part des parlementaires compassionnels, le même élan de solidarité.

De plus, les signataires ne peuvent ignorer que *le président rwandais Paul Kagame au pouvoir depuis 1994 avait juré de chaque fois humilier tout délégué français dans cette cérémonie tant que la France officielle n'aura pas demandé pardon pour « avoir pris part » au génocide rwandais. C'est ainsi que Renaud Muselier, qui était Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères fut pris à parti publiquement le 7 Avril 2004 par Paul Kagame lui-même au stade de Kigali où se déroulaient les cérémonies et obligé de reprendre son avion vers Paris.*

Cela fait depuis vingt ans maintenant, le génocide du peuple Congolais est passé sous silence, on parle de plus 8 millions de morts à ce jour. Aucun politique, aucun média ne veut briser cette omerta afin de stopper cette frénésie de massacres. Souvenons-nous de la guerre en ex - Yougoslavie : tout le monde pointait le régime serbe du doigt mais l'histoire nous a appris des années plus tard que les auteurs des massacres n'étaient pas que serbes.

¹ http://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2016/02/19/nous-voulons-nous-unir-aux-rwandais-lors-de-la-commemoration-du-genocide_4868287_3212.html et <http://www.egam.eu/5204-2/>

² - <http://www.france-rwanda.info/article-le-rapport-gersony-et-le-genocide-hutu-56753191.html>

³ - <https://blogs.mediapart.fr/michel-robardey/blog/220415/rwanda-les-australiens-se-souviennent-d-un-crime>

⁴ - <http://www.un.org/fr/sc/documents/letters/1998.shtml>

⁵ - <http://jkenya.free.fr/rapportgarrison.html>

⁶ - <https://www.hrw.org/fr/news/2010/10/01/rd-congo-questions-et-reponses-sur-le-rapport-de-mapping-des-nations-unies-sur-les>

⁷ - <http://www.theguardian.com/world/2010/apr/23/victims-of-war-in-congo>

⁸ - <https://vimeo.com/112879025>

⁹ - <https://www.hrw.org/fr/world-report/2015/country-chapters/268129>

¹⁰ - Résolution 1304 (2000) du 16 juin 2000 / Résolution 1332 (2000) du 14 décembre 2000 / résolution 20781 (2012) du 28 nov2012

« Ce qu'il faut bien comprendre en l'espèce, à l'instar de *certaines officines qui font du lobbying du dictateur Paul Kagamé en France et opérant sur certaines couvertures comme associations de défense comme EGAM, Survie, SOS Racisme, FIDH, CPCR etc...connaissent le talon d'Achille de certains politiciens français qui n'hésitent pas à aller contre les intérêts supérieurs de la France* ou à mettre en cause *l'honneur des armées françaises pour se faire de la publicité ou pour quelques gains de toutes sortes* promettant de tout faire en faveur du dictateur en utilisant justement le terme génocide , même s'ils doivent s'accuser eux-mêmes ou d'autres politiciens français des crimes qu'ils n'ont pas commis.¹¹ ». Monsieur le Ministre, accéder à la demande des 43 parlementaires, aller manifester solidarité et compassion non à toutes les victimes de la folie des hommes dans la région des Grands Lacs, mais à un régime terroriste et criminel, revient à nier les millions de morts au Congo, ainsi que des milliers de femmes, enfants, bébés... congolais violés, mutilés, enterrés vivants. Sans parler des victimes Rwandaises et Burundaises.

Lors du colloque "Rwanda, la vérité des acteurs"¹² qui s'est tenu au Sénat le 1er Avril 2014, Philippe Reytsjens, Professeur à l'Université d'Anvers et spécialiste reconnu de la région des Grands Lacs a déclaré : « *Ceux qui nient ou minimisent le génocide des Tutsi sont appelés à juste titre négationnistes ou révisionnistes. Les mêmes qualificatifs doivent désigner ceux qui tentent de nier ou de contester les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par l'APR sur les civils au Rwanda et en RDC. Quels que soient les auteurs de ces crimes, ils doivent être traduits en justice pour éviter que cela ne se reproduise plus jamais.* »

Cette démarche de ces 43 parlementaires français nie, de toute évidence, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité (voire les crimes de génocide) commis par le FPR et son armé l'APR depuis 1990 dans la région des Grands Lacs.

Accéder à cette demande, Monsieur le Ministre, serait piétiner la grandeur de la France, pays des droits de l'homme et accepter que la France fasse allégeance à un dictateur qualifié de « plus grand criminel de guerre encore en exercice » par les spécialistes de la région des Grands Lacs, et qui ne manque aucune occasion d'insulter le pays qui nous a accueillis et à qui nous devons estime et reconnaissance.

Le Collectif des Associations Congolaises

LIPEDC

INITIATIVES CONGO-ZAIRE

BUKAVU YETU

CCDP

¹¹ - <http://www.echosdafrique.com/20160222-quand-une-puissance-en-declin-devient-un-punching-ball-des-dictatures-africaines-cas-de-la-france-par-rapport-au-rwanda>

¹² <https://www.youtube.com/channel/UCWNv3PiaW9YtT1bpSVaCRCw/videos>

Copie adressée à :

Noël Mamère, député écologiste de Gironde, membre de la commission des affaires étrangères, maire de Bègles ;

Danielle Auroi, députée écologiste du Puy-de-Dôme, présidente de la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale ;

Sylviane Alaux, députée PS de la 6e circonscription des Pyrénées-Atlantiques ;

Brigitte Allain, députée écologiste de la Dordogne ;

Pouria Amirshahi, député PS de la 9e circonscription des Français établis hors de France ;

Huguette Bello, députée GDR de la 2e circonscription de la Réunion ;

Esther Benbassa, sénatrice écologiste du Val-de-Marne ;

Marie-Christine Blandin, sénatrice écologiste du Nord ;

Jean-Pierre Blazy, député PS de la 9^e circonscription du Val-d'Oise ;

Michèle Bonneton, députée écologiste de l'Isère ;

Marie-George Buffet, députée PCF de de la 4e circonscription de la Seine-Saint-Denis, ancienne ministre de la jeunesse et des sports ;

Jean-Jacques Candelier, député PCF de la 16e circonscription du Nord ;

Fanélie Carrey-Conte, députée PS de la 15e circonscription de Paris ;

Sergio Coronado, député écologiste de la 2e circonscription des Français établis hors de France ;

Ronan Dantec, sénateur écologiste de Loire-Atlantique ;

Annie David, sénatrice PCF de l'Isère ;

Charles De Courson, député UDI de la 5e circonscription de la Marne ;

Jean Desessard, sénateur écologiste de Paris ;

Cécile Duflot, députée écologiste de la 6e circonscription de Paris, ancienne ministre du logement et de l'égalité des territoires ;

William Dumas, député PS de la 5e circonscription du Gard ;

Hervé Féron, député PS de Meurthe-et-Moselle, maire de Tomblaine ;

Aurélie Filippetti, députée PS de la 1re circonscription de la Moselle, ancienne ministre de la culture et de la communication ;

Jacqueline Fraysse, députée GDR de la 4e circonscription des Hauts-de-Seine ;

Geneviève Gaillard, députée PS de la 1re circonscription des Deux-Sèvres ;

Jean-Marc Germain, député PS de la 12e circonscription des Hauts-de-Seine ;

Nathalie Goulet, sénatrice UDI de l'Orne, vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat ;

Laurent Grandguillaume, député PS de la 1re circonscription de la Côte-d'Or ;

Meyer Habib, député UDI de la 8e circonscription des Français établis hors de France ;

Jean-Christophe Lagarde, député UDI de la 5e circonscription de la Seine-Saint-Denis et maire de Drancy ;

Jean-Jacques Lasserre, sénateur UDI des Pyrénées-Atlantiques, président du conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques ;

Pierre Laurent, sénateur de Paris, secrétaire national du Parti communiste français, président du Parti de la gauche européenne ;

Jean-Pierre Maggi, député RRDP de la 8e circonscription des Bouches-du-Rhône ;

Jean-Pierre Masseret, sénateur PS de la Moselle ;

Paul Molac, député écologiste du Morbihan ; J

ean-Philippe Nilor, député GDR de Martinique ;

Philippe Noguès, député divers gauche de la 6e circonscription du Morbihan ;

Marcel Rogemont, député PS de la 8e circonscription d'Ille-et-Vilaine ;

Barbara Romagnan, députée PS du Doubs ;

Jean-Louis Roumégas, député écologiste de l'Hérault ;

Eva Sas, députée écologiste de la 7e circonscription de l'Essonne ;

Gabriel Serville, député GDR de la 1re circonscription de Guyane ;

Cécile Untermaier, député PS de la 4e circonscription de Saône-et-Loire et

Jacques Valax, député PS de la 2e circonscription du Tarn.